

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-cri-des-indiens-Toba-au-gouvernement-argentin>

Le cri des indiens Toba au gouvernement argentin

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Date de mise en ligne : samedi 15 janvier 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les indiens de la communauté Qom, Toba ont organisé une manifestation le 12 janvier dernier à Buenos Aires, rejoints par d'autres communautés. Cela fait un mois et demi que les Toba campent en plein centre de la Capitale argentine -leur leader Felix Díaz a fait la grève de la faim plus d'une semaine- pour faire reconnaître leurs droits après une violente répression en novembre dans la province de Formosa.

Les indiens Toba réclament la restitution de leurs terres dans la province de Formosa depuis des mois face au gouvernement local qui ne veut rien entendre. Leur demande porte sur la restitution de 1.300 hectares, propriété de leur communauté, 600 sont gérées par le gouvernement au titre du Parc national de Río Pilcomayo et 700 aux mains de la famille Celía. Le différend avec le Parc National porte sur l'accès aux ressources de ces terres en matière de chasse et de pêche. La communauté demande que soit respecté son droit à la propriété sur la moitié de la Laguna Blanca dans le respect de la constitution et d'un décret de 1940.

Après des semaines de revendications auprès des autorités locales de la province de Formosa, la contestation des Toba de la Primavera a été violemment réprimée le 23 novembre faisant de nombreux blessés et deux morts. Devant l'indignation de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, le gouvernement national argentin a fini par recevoir les représentants des peuples originaires. Leur combat a reçu le soutien notamment des Mères de la place de Mai, d'Amnistie Internationale de Argentine, de l'Assemblée permanente des droits de l'homme (APDH).

La communauté Toba a donc signé un accord le 30 décembre dernier avec des fonctionnaires de l'Etat où celui-ci s'engage à organiser une concertation avec les autorités de la province de Formosa pour traiter leur revendication sur les terres, fournir des documents d'identité et une assistance sanitaire, et faire assurer la sécurité de la communauté Toba par la gendarmerie si besoin.

L'engagement de l'Etat porte sur 6 points :

- ▶ Régularisation du registre civil et des documents d'identité des personnes avec l'ouverture d'une délégation du registre civil dans la communauté.
- ▶ Financer le projet « Renforcer la sécurité, l'éducation, la santé » en tant que stratégie préventive dès janvier 2011, projet élaboré avec Médecins du monde portant sur 850 familles .
- ▶ Sur le conflit territorial avec l'organisme des parcs nationaux, mettre en place une réunion en janvier avec les représentants de la communauté La Primavera et l'administration des parcs nationaux pour analyser le problème de l'accès et de l'utilisation de certaines ressources. Et la présentation d'un projet de loi en 2011 par rapport au parc Pilcomayo.
- ▶ Etablir les actions à mener pour garantir la sécurité des membres de la Communauté La Primavera et particulier. Felix Diaz et ses proches.
- ▶ Engagement du ministère du développement social pour la mise en oeuvre de programmes sociaux auprès de cette communauté.

- En cas de conflit sous juridiction provinciale, les autorités nationales s'engagent à mettre en place un dialogue avec les autorités de la province de Formosa, les représentants de la communauté et les fonctionnaires de l'Etat.

Felix Díaz, le leader Qom interpelle le gouvernement argentin, lui rappelant la teneur de cet accord signé le 30 décembre, car à ce jour, rien ne s'est passé. D'autant qu'il semble que le gouverneur de Formosa, Gildo Insfrán, qui est à l'origine de la répression ne veut toujours rien entendre.

Pourtant, il y a urgence, a rappelé Felix Diaz lors de ce rassemblement. Le premier point de l'accord est vital. Durant la répression et les incendies de leurs maisons les indiens ont perdu leurs documents d'identité, leurs papiers...

De même pour ce qui est d'assurer la sécurité de la communauté : un des membres de la communauté retourné sur place au village fut brutalement battu, Et Félix Diaz lui-même craint des représailles. Il réclame aussi que justice soit faite sur la répression de novembre dernier.

Pour ce qui est des revendications sur les terres ancestrales, qui sont prévues dans la constitution, comme le rappelle Felix Diaz, le dossier s'avère plus complexe. En juillet dernier lors que la 4eme Rencontre des nations et Peuples Originaires, l' INAI (Institut National des question indigènes) a confirmé que certes la loi est active mais que plusieurs points qui ne sont toujours pas résolus dont celui « de terres adaptées et suffisantes pour les peuples originaires ».

L'association « Pueblos Originarios en Lucha » (Peuples originaires en lutte) estime que le gouvernement de Cristina Kirchner tient un double discours et n'a pas de véritable politique envers les peuples originaires.

Sous pression d'intérêts privés -grand propriétaires ou grandes entreprises-, certains gouvernements provinciaux méprisent et répriment les revendications légitimes et les actions des peuples originaires. Cette organisation dénonce plusieurs morts suspectes dans différentes province de l'Argentine. Des morts « qui ne sont pas prises en considération par la justice ». Et de demander « Où sont les Droits de l'Homme des peuples originaires dans ce pays ? ».

Le gouvernement argentin devra ces prochains mois affronter d'autres demandes de ce type des peuples originaires, car en 2011, année électorale, les peuples originaires ont bien l'intention de faire entendre leur voix pour faire valoir leurs droits notamment sur des terres ancestrales de plus en plus convoitées.

[El Correo](#), Paris, 15 janvier 2011

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).